Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 25 (1933)
Heft: 4

Artikel: Loin d'atténuer la crise, la réduction des salaires l'aggrave
Autor: Schevenels, W.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383901

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Loin d'atténuer la crise, la réduction des salaires l'aggrave.

Par *W. Schevenels*,
secrétaire général de la Fédération syndicale internationale.

Le capitalisme, feignant d'ignorer les vraies causes de la crise économique, l'aggrave en s'attaquant aux salaires. Se débattant dans le chaos que lui-même a créé, il ne cherche qu'à assurer les profits d'une poignée de magnats au détriment des intérêts collectifs. Prisonnier d'un horizon qui n'embrasse que le présent immédiat, il sacrifie délibérément l'avenir de la communauté en faisant déferler la réaction sociale et politique contre le prolétariat qui ne veut plus redevenir le troupeau minable d'exploités sans défense qu'il fut trop longtemps. La classe ouvrière organisée a l'imprescriptible droit de se défendre, d'autant plus que par cet acte de légitime défense, elle accomplit à l'égard de la collectivité un devoir social qui se confond avec son intérêt de classe. Dès les premiers jours, la Fédération syndicale internationale a mené une campagne énergique contre cette réaction capitaliste, en appelant les travailleurs de tous les pays à la défense de leurs salaires. Elle marqua les liens associant les salaires au niveau d'existence, le niveau d'existence au pouvoir d'achat, le pouvoir d'achat à la consommation, la consommation à la production, démontrant ainsi que l'équilibre économique dépend étroitement du comportement du salaire. Les gouvernements qui pratiquent l'abaissement des salaires de leurs agents dans le but de seconder directement ou indirectement la tactique patronale, se rendent donc coupables d'une politique néfaste, contraire aux intérêts de la nation qu'ils doivent défendre. Il n'est pas douteux que si le monde avait suivi les directives économiques que le Congrès syndical international de Stockholm adopta en 1930, on eût prévenu les angoisses terribles de l'heure présente. Mais l'aveuglement et la cupidité de ceux qui sont encore à l'heure actuelle responsables de la gestion des affaires mondiales, autant que les sollicitations du mépris et de la haine à l'égard du prolétariat organisé, l'emportèrent sur la prudence et le bon sens. Cette résistance stupide ne découragea nullement la Fédération syndicale internationale qui, joignant ses efforts à ceux de l'Internationale ouvrière socialiste, poursuivit son œuvre en mobilisant les forces ouvrières de tous les pays en faveur des revendications les plus urgentes susceptibles d'apporter des solutions pratiques à la misère du monde. Dans ses résolutions, dites de Zurich, elle réclama instamment le maintien des salaires, le maintien du pouvoir d'achat des masses, l'organisation rationnelle et équitable de l'assistance aux chômeurs, la répartition du travail disponible, la suppression des causes économiques et politiques de la crise. Le relèvement du pouvoir d'achat des masses est une des conditions fondamentales de l'activité écono-

mique, parce que l'animation et l'extension du marché intérieur comme du marché extérieur en dépendent. Malgré cette vérité évidente, les gouvernements, s'inclinant devant l'opposition irréductible du patronat à cette solution, se complaisent dans une inertie coupable. Bien plus, le capitalisme, comme on le voit présentement en Suisse, appelant le gouvernement à la rescousse, essaie de faire échec à la puissance syndicale dans les services publics pour arriver à imposer dans l'industrie privée sa funeste politique d'avilissement des salaires. Ici la tactique est claire: affaiblir d'abord la force syndicale dans les entreprises et les administrations publiques et transporter ensuite l'offensive sur le terrain de l'industrie privée.

L'inconséquence et l'absurdité d'une telle politique confondent. Fermant les yeux aux réalités et dissimulant les responsabilités qui l'accablent, le patronat essaie d'imputer la crise à l'élévation des salaires. Or, ses propres économistes ont dû reconnaître que la part du salaire dans le prix de revient ayant considérablement diminué, c'est en premier lieu le déséquilibre entre le revenu trop réduit du travail et le revenu excessivement gonflé du capital qui est responsable de la crise. Néanmoins, il persiste à vouloir réduire les salaires, bien qu'il sache que la diminution du pouvoir d'achat des masses qui en résulte accroît fatalement le nombre des chômeurs. Il n'ignore pas davantage que l'entretien des millions de chômeurs, voués à l'inaction par sa carence, constitue un fardeau écrasant pour les divers budgets nationaux. On estime à plus de cent milliards de francs suisses la perte de salaires et de pouvoir d'achat causée par le chômage. Veut-on aggraver cette situation et veut-on la généraliser plus encore qu'elle ne l'est? La situation qui se présente en Suisse semble du moins indiquer que le gouvernement est enclin à se laisser gagner par la contagion du vertige capitaliste.

Il suffit de faire un tour d'horizon pour s'apercevoir que, sous toutes les latitudes, le capitalisme est aussi nocif, aussi aveugle, aussi inhumain. En Angleterre comme en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Scandinavie, en Australie ou en Amérique, nous voyons se dérouler la même lutte et le même drame, avec d'identiques péripéties et autour de facteurs absolument semblables. Partout où le regard se porte, on voit le même spectacle: une humanité qui se débat au bord du gouffre où la cupidité capitaliste l'a conduite. Partout se profile la même vision: à côté de l'armée lamentable des sans-travail désespérant de redevenir des cellules actives de la vie sociale, la masse de ceux qui demeurent encore au travail, mais qui tremblent pour leur précaire subsistance.

Ce n'est pas le lieu de s'arrêter ici à considérer les perspectives du problème général que le prolétariat est appelé à résoudre: rénovation de l'ordre économique et social. Dans le cadre de cette lutte gigantesque, il importe de parer au plus pressé: préserver

le prolétariat et avec lui toute la collectivité humaine de la catastrophe qui menace de tout engloutir. Cette action de défense ouvrière qui, à l'heure actuelle, est essentiellement une lutte pour le maintien des salaires et du niveau de vie des grandes masses, n'est pas condamnée à la stérilité, bien au contraire. Et cette lutte n'est pas moins intense parmi les catégories de travailleurs des services publics que dans celles des entreprises privées. Qu'il suffise d'indiquer qu'en France le gouvernement hésite, devant les protestations véhémentes des fonctionnaires, à appliquer une diminution des traitements, qu'aux Pays-Bas une magnifique campagne ouvrière crée une situation analogue, qu'en Scandinavie les travailleurs se rebellent avec succès contre les prétentions patronales, qu'en Allemagne même la résistance opposée par les travailleurs aux tentatives incessantes d'avilir leurs salaires n'a pas été vaine, malgré les moyens de coercition dont le gouvernement autoritaire dispose.

Pour parer l'assaut qui se prépare en Suisse contre les salaires, les camarades des services publics disposent d'un moyen dont l'usage n'échoit peut-être qu'à eux seuls: le plébiscite. Celui-ci peut devenir, aux mains des travailleurs suisses, un moyen d'action efficace. Il leur importe de faire en sorte que la majorité mieux informée en appelle, par ce scrutin populaire, à la majorité mal informée du Parlement. Le succès dépendra, dans une large mesure, de la force avec laquelle ils sauront faire comprendre et accepter par l'opinion suisse l'enjeu véritable de cette consultation: la misère ou le bien-être relatif des grandes masses, la ruine ou la prospérité du pays. Le résultat de cette lutte pourrait aisément prendre une valeur de symbole par delà les frontières, car, dans le monde actuel, tout événement national, surtout s'il est de cet ordre, exerce des répercussions internationales. L'apport d'une telle victoire serait d'une valeur considérable dans la grande bataille qui, sur tous les points du globe, s'est engagée entre la classe ouvrière défendant l'humanité et le progrès, et toutes les forces de la réaction qui, en voulant satisfaire, avant toute autre chose, les appétits insatiables du Moloch capitaliste, s'obstinent, dans leur aveuglement, à pousser le monde vers sa ruine.